

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
3 mai 2021
Français
Original : anglais

Assemblée générale**Soixante-quinzième session**

Points 15, 34, 35, 40, 64, 70, 72, 86 et 135 de l'ordre du jour

Culture de paix**Prévention des conflits armés**

**Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix et la sécurité internationales
et sur le développement**

La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan

Consolidation et pérennisation de la paix

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

Promotion et protection des droits de l'homme

L'état de droit aux niveaux national et international

**La responsabilité de protéger et la prévention du génocide,
des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes
contre l'humanité**

Conseil de sécurité**Soixante-seizième année**

**Lettre datée du 30 avril 2021, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Me référant à la lettre datée du 14 avril 2021 du Représentant permanent de l'Arménie et à la déclaration du Ministère arménien des affaires étrangères en date du 13 avril 2021 ([A/75/856-S/2021/364](#)), qui contiennent des allégations mensongères concernant le Parc des trophées militaires, dont l'inauguration s'est déroulée à Bakou, le 12 avril 2021, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur ce qui suit.

Au début des années 1990, l'Arménie est entrée dans une guerre ouverte contre l'Azerbaïdjan. Elle s'est ainsi emparée d'une partie importante du territoire souverain de l'Azerbaïdjan, qui est restée sous occupation pendant près de 30 ans. La guerre a fait des dizaines de milliers de morts et, dans l'ensemble des régions conquises, la population azerbaïdjanaise, soit plus de 700 000 personnes, a subi un nettoyage ethnique. Certains de ces actes, qui constituent des crimes de guerre, peuvent aussi être qualifiés de crimes contre l'humanité et d'actes de génocide.



En février 1992, les civils de la ville azerbaïdjanaise de Khodjali ont été victimes du plus grand massacre commis durant le conflit par les forces d'invasion arméniennes. En quelques heures, des centaines d'Azerbaïdjanais, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées, ont été tués, blessés ou pris en otage, tandis que la ville a été entièrement rasée. Le niveau de brutalité des événements survenus est choquant : six familles ont été exterminées ; 25 enfants ont perdu leurs parents, 130 autres ont perdu l'un des deux ; 56 hommes ont été brûlés vifs, scalpés, torturés, décapités ou énucléés, et des femmes enceintes ont été passées à la baïonnette.

Hélas, le massacre de Khodjali n'a rien d'unique, les civils de nombreuses autres localités azerbaïdjanaises ayant subi des atrocités analogues. Les délits commis par les forces arméniennes, loin d'être des actes isolés ou sporadiques, participent en fait d'une politique et d'une pratique généralisées et systématiques visant à tuer les Azerbaïdjanais ou à les forcer à abandonner leurs foyers et leurs biens, sous la menace imminente d'un épouvantable massacre.

D'incessantes provocations armées ont débouché, le 27 septembre 2020, sur un nouvel acte d'agression de la part de l'Arménie. Les combats qui ont suivi auront duré 44 jours. Le pilonnage de grandes villes azerbaïdjanaises situées loin de la ligne de front et qui n'abritaient pas de cibles militaires, visées par des bombes à sous-munitions et des missiles balistiques interdits et, notamment, une série de frappes qui, à la faveur de la nuit, se sont implacablement abattues sur les zones résidentielles des villes de Ganja et Barda, a fait, parmi les civils azerbaïdjanais, plus de 101 morts, dont 12 enfants, et plus de 400 blessés, contraignant quelque 84 000 personnes à quitter leurs foyers et provoquant la destruction totale ou partielle de près de 5 000 logements et immeubles d'habitation et d'autres biens de caractère civil. Hôpitaux, installations médicales, ambulances, écoles, jardins d'enfants, sites religieux, monuments culturels et cimetières : rien n'a été épargné.

Grâce à la bravoure et à l'héroïsme de ses forces armées, l'Azerbaïdjan a libéré plus de 300 villes et villages de l'occupation. Agissant en pleine conformité avec le droit naturel à la légitime défense garanti par la Charte des Nations Unies et par le droit international coutumier, l'Azerbaïdjan a combattu sur son territoire internationalement reconnu pour repousser l'agression, mettre fin à l'occupation et protéger son peuple d'une menace imminente : celle d'être victime d'atrocités.

La libération des territoires de l'Azerbaïdjan a révélé l'ampleur effroyable des actes de destruction, de vandalisme et de pillage commis pendant les années d'occupation. Pour la plupart, ces territoires ont été littéralement transformés en zones fantômes : l'intégralité des infrastructures civiles et des centaines de sites historiques, culturels et religieux y ont été pillés, profanés et détruits. Souillées par des graffitis arméniens, les mosquées des districts d'Aghdam, de Qoubadli et de Zanguilan ont servi de porcheries et d'étables. Presque tous les cimetières ont été détruits et vandalisés.

Pas même la déclaration trilatérale signée le 10 novembre 2020, qui a signifié la cessation des hostilités, mis fin au conflit armé et défini des paramètres convenus pour l'instauration d'une paix durable dans la région, n'a empêché les forces armées arméniennes en retraite et les colons arméniens illégaux évacuant les territoires occupés de commettre des actes odieux, démolissant et incendiant des logements, des écoles et d'autres biens de caractère civil, sectionnant des câbles et des poteaux électriques, détruisant des stations-service, abattant des arbres et incendiant des forêts, afin de ne rien laisser derrière eux.

En outre, durant les années d'occupation, la plupart des terres occupées ont été systématiquement et indistinctement minées par l'Arménie. Depuis le 10 novembre 2020, des centaines de citoyens azerbaïdjanais, notamment des civils, ont été tués ou

grièvement blessés par des explosions de mines survenues dans les territoires libérés. L'Arménie refuse de divulguer des informations sur la présence de champs de mines dans les zones libérées, prenant ainsi délibérément pour cible des vies humaines et tentant d'entraver le travail de relèvement, de reconstruction et de secours humanitaire au lendemain du conflit dans ces territoires ainsi que le retour dans leurs foyers, en toute sécurité, des personnes déplacées.

Dans ce contexte, le fait que l'Arménie s'offusque de ce que le Parc des trophées militaires ait été inauguré à la date où, il y a 60 ans jour pour jour, était lancé le premier vol spatial habité, à bord duquel se trouvait un astronaute soviétique, n'est autre qu'un nouvel exemple scandaleux d'absurdité, de cynisme et d'impudence.

Le Parc des trophées militaires symbolise le triomphe du droit international et de la justice sur des décennies d'agression, de nettoyage ethnique et de colonisation. Immortaliser la victoire dans la guerre pour la liberté, la souveraineté et l'intégrité territoriale, notamment dans le cadre d'une exposition de trophées militaires et de mannequins, est une pratique largement répandue dans le monde.

Contrairement à l'Arménie, qui a utilisé, en guise de carreaux décoratifs sur les murs de toilettes publiques, des milliers de plaques d'immatriculation de véhicules d'Azerbaïdjanais contraints d'abandonner leurs foyers et leurs biens dans les territoires occupés, le Parc des trophées militaires présente les lignes de défense établies de longue date par les forces armées arméniennes sur les terres azerbaïdjanaises confisquées et expose divers types d'armes et de matériel militaire saisis dans ces territoires, notamment des missiles balistiques et des bombes à sous-munitions. Ces armes et ce matériel ont été utilisés pour tuer des soldats azerbaïdjanais qui luttaient pour l'intégrité territoriale de leur pays et pour les civils azerbaïdjanais, détruire les biens de caractère civil et le patrimoine culturel, empêcher les personnes déplacées de regagner leurs foyers et maintenir et consolider l'occupation sous couvert de cessez-le-feu et de processus de paix.

Les trophées militaires qui font partie de la collection du parc sont la preuve que l'Arménie mentait depuis toujours lorsqu'elle prétendait qu'elle ne participait pas au conflit et que ses forces armées n'étaient pas présentes dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan.

Le Parc des trophées militaires n'a été conçu ni dans le but, ni dans l'intention, de dénigrer ou de déshumaniser qui que ce soit. Il n'y a pas lieu, par ailleurs, d'établir un parallèle entre le parc et les membres du groupe de sabotage arménien faisant actuellement l'objet d'une enquête, qui ont été déployés depuis l'Arménie sur le territoire de l'Azerbaïdjan à des fins terroristes après la cessation des hostilités, en violation flagrante du droit international et de la déclaration trilatérale du 10 novembre 2020 évoquée ci-dessus.

Il ne fait aucun doute que la campagne arménienne de dénigrement du Parc des trophées militaires et autres mensonges du même acabit visent à détourner l'attention de la communauté internationale de la responsabilité, que porte l'Arménie, des agressions et atrocités criminelles commises pendant le conflit.

Dans la lettre susmentionnée du Représentant permanent de l'Arménie, les références à la Seconde Guerre mondiale et aux nazis sont tout à fait déplacées : c'est à l'Arménie qu'il faudrait en fait les adresser, car ce pays pratique l'idéologie raciste notoire dite du tsékhakronisme, fondée sur la haine des autres nations, notamment les Azerbaïdjanais et les Turcs, et glorifiant ouvertement son fondateur de triste mémoire, Garéguine Ter-Arutunyan (surnommé « Njdeh ») ; criminel nazi condamné, ce dernier et un comparse nazi également, Drastamat Kanayan (surnommé « Dro »), sont élevés au rang de héros nationaux en Arménie.

Monte Melkonian, terroriste international bien connu dans les années 1980, est considéré lui aussi comme un héros national en Arménie. Condamné à six ans de prison dans un pays d'Europe, il a employé, après sa libération, son savoir-faire pour tuer ou expulser des civils azerbaïdjanais, avant d'être éliminé par l'armée azerbaïdjanaise, en 1993.

Durant les années de guerre et d'occupation, les dirigeants arméniens ont cyniquement médiatisé le fruit de l'agression contre l'Azerbaïdjan comme une « victoire glorieuse », célébré avec ostentation la prise de la ville azerbaïdjanaise sacrée de Choucha, ouvertement prôné les idées scandaleuses d'incompatibilité ethnique et proférant à maintes reprises des termes ultraracistes à l'encontre des Azerbaïdjanais en tant que nation, qualifiant l'ensemble des Azerbaïdjanais de « tribu stérile de nomades » et présentant le conflit comme une « ligne de front à visée civilisatrice ».

Plus de cinq mois après la fin de la guerre, il est inquiétant de constater une recrudescence de la haine et de la xénophobie à l'égard des Azerbaïdjanais dans la société arménienne et de voir que quiconque ose parler de réconciliation et de coexistence pacifique avec l'Azerbaïdjan est taxé de « trahison ». Qui plus est, des notions d'intolérance et de revanche irresponsables et dangereuses sont propagées au niveau de l'État et partagées par l'ensemble du spectre politique en Arménie.

En tant qu'État agresseur, l'Arménie est elle-même responsable de nombreuses pertes essuyées par ses forces armées. Cette situation, irréversible, est le fait de l'Arménie qui, de par sa politique et ses erreurs de jugement, croit qu'elle peut jouir à jamais de l'impunité. Aujourd'hui, en Arménie, les familles de ceux qui ont péri dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan s'insurgent contre l'aventurisme politique de leur gouvernement et exigent de savoir pourquoi leurs proches ont dû mourir sur sol étranger. La rhétorique mensongère des autorités arméniennes n'aide pas à trouver la réponse à cette question, ni à surmonter la profonde crise politique que traverse le pays aujourd'hui ou à soulager la douleur qu'il éprouve en tant que société.

Il faut que l'Arménie reconnaisse ses erreurs flagrantes et comprenne que les revendications territoriales ou les accusations dénuées de fondement ne servent nullement les objectifs d'une paix et d'une stabilité durables, pas plus que la haine et l'animosité envers les États et les peuples voisins ou le déni de leur droit légitime de vivre sur leur propre terre. L'Azerbaïdjan, convaincu qu'il n'y a pas, à cet égard, d'autre solution que la normalisation des relations interétatiques entre les deux pays, fondée sur la reconnaissance mutuelle et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'un et l'autre pays, à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues, est déterminé à faire avancer le programme de réconciliation, de coexistence pacifique, de développement et de coopération.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 15, 34, 35, 40, 64, 70, 72, 86 et 135 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Yashar Aliyev